



CHAPITRE 96

Loi modifiant la charte de la cité
de Québec

[Sanctionnée le 13 avril 1961]

CHAPTER 96

An Act to amend the charter of the city
of Quebec

[Assented to 13th April 1961]

Préambu-
le.

ATTENDU que la cité de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Emprunt
autorisé.

1. Subordonnement à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la cité est autorisée à emprunter annuellement, pour une période de trois ans, à compter du 1er mai 1961, la somme de trois cent mille dollars pour la construction et le remplacement de pavages permanents.

Émission
d'obliga-
tions.

2. Aux fins ci-dessus autorisées, la cité pourra émettre, par règlement du conseil, des obligations portant intérêt à un taux approuvé par la Commission municipale de Québec, payable semi-annuellement, remboursables par séries dans une période n'excédant pas vingt ans. Les dites obligations pourront aussi être émises avec fonds d'amortissement.

WHEREAS the city of Quebec has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 19 George V, chapter 95, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city of Quebec is authorized to borrow annually, for a period of three years from the 1st of May 1961, a sum of three hundred thousand dollars for the construction and replacement of permanent pavings.

Author-
ization to
borrow.

2. For the purposes authorized above the city, by by-law of its council, may issue bonds bearing interest at a rate approved by the Quebec Municipal Commission, payable half-yearly, redeemable in series within a period of not more than twenty years. The said bonds may also be issued with a sinking-fund.

Bond
issue.

Emprunts
autorisés.

3. Subordonnement à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la cité est autorisée à emprunter les sommes suivantes:

a) Sept cent cinquante mille dollars pour le parachèvement du Boulevard Charest, y compris l'acquisition des immeubles requis;

b) Cinq cent mille dollars pour le prolongement du Boulevard St-Cyrille, y compris l'acquisition des immeubles requis;

c) Quatre cent mille dollars pour construire partie du boulevard Champlain, le long du fleuve Saint-Laurent, à la condition cependant qu'il y ait eu au préalable une entente avec l'un ou l'autre des gouvernements fédéral ou provincial, ou les deux à la fois, pour la réalisation de cette entreprise;

d) Sept cent cinquante mille dollars pour la construction d'un édifice public destiné à servir de quartiers-généraux à la sûreté municipale et à d'autres fins municipales.

Émission
d'obligations.

4. Aux fins ci-dessus autorisées, la cité pourra émettre, par règlement du conseil, des obligations portant intérêt à un taux approuvé par la Commission municipale de Québec, payable semi-annuellement, remboursables par séries dans une période n'excédant pas quarante ans. Lesdites obligations pourront aussi être émises avec fonds d'amortissement.

Utilisa-
tion de
montants
autorisée.

5. Avec l'approbation de la Commission municipale de Québec, la cité est autorisée à utiliser les montants votés en vertu du règlement no 976, adopté le 7 juillet 1955, à des fins capitales autres que celles prévues au dit règlement.

1929,
c. 95,
a. 336,
am.

6. L'article 336 de la loi 19 George V, chapitre 95, est modifié comme suit:

a) En remplaçant le paragraphe 189 édicté par la loi 25-26 George V, chapitre 111, article 19, par le suivant:

"189. Pour imposer à tout encanteur de quelque article de bijouterie ou d'horlogerie une licence n'excédant pas cinq cents dollars, quelle que soit la date de sa délivrance.

Encan-
teurs de
bijouterie,
etc.

3. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city is authorized to borrow the following sums:

Author-
ization to
borrow.

a. Seven hundred and fifty thousand dollars to complete Charest boulevard, including the acquisition of the necessary immoveables;

b. Five hundred thousand dollars to extend St. Cyrille boulevard, including the acquisition of the necessary immoveables;

c. Four hundred thousand dollars to construct a portion of Champlain boulevard, along the St. Lawrence river, providing however that there shall have been a previous agreement with either the federal or the provincial government or both, for the carrying out of this undertaking;

d. Seven hundred and fifty thousand dollars for the erection of a public building to serve as headquarters for the Municipal Police and for other municipal purposes.

4. For the purposes authorized above the city, by by-law of its council, may issue bonds bearing interest at a rate approved by the Quebec Municipal Commission, payable half-yearly, redeemable in series within a period of not more than forty years. The said bonds may also be issued with a sinking-fund.

Bond
issue.

5. With the approval of the Quebec Municipal Commission, the city is authorized to use the amounts voted under by-law No. 976, passed on the 7th of July 1955, for capital purposes other than those provided in the said by-law.

Use of
amount
voted.

6. Section 336 of the act 19 George V, chapter 95, is amended as follows:

1929,
c. 95,
s. 336,
am.

a. By replacing paragraph 189, enacted by the act 25-26 George V, chapter 111, section 19, by the following:

"189. To impose on every auctioneer of any article of jewellery or any timepiece a license not exceeding five hundred dollars, whatever its date of delivery.

Auction-
eer of
jewellery,
etc.

Restric-
tions.

Elle ne pourra cependant être exigée lorsque les articles de cette nature seront vendus à des encans faits par autorité de justice ou pour le règlement de successions;”;

b) En remplaçant le paragraphe 193 édicté par la loi 4 George VI, chapitre 74, article 27, remplacé par la loi 8 George VI, chapitre 47, article 8, sous-paragraphe (e) par le suivant:

Distribu-
teurs au-
matiques
et jeux
mécani-
ques.

“193. Pour réglementer les distributeurs automatiques et les jeux mécaniques, déterminer les endroits où ils pourront être placés et à quelles conditions ils pourront l’être, ou imposer une licence.

Perccep-
tion.

Cette licence pourra être perçue du propriétaire des machines, ou du locataire ou occupant de l’établissement où se trouvent lesdites machines.

“Distri-
buteurs
automati-
ques”;

Pour les fins du présent paragraphe, les mots “distributeurs automatiques” désignent tout appareil mécanique ou mécanisme quelconque servant exclusivement, au moyen de pièces de monnaie ou de jetons, à la vente d’une marchandise quelconque et d’une valeur marchande généralement reconnue mais ne comprennent pas les postes publics de téléphone.

“Jeux mé-
caniques”;

Les mots “jeux mécaniques” désignent tout appareil, table, tableau, phonographe, ou mécanisme mis à la disposition du public pour fins d’amusement et fonctionnant au moyen de pièces de monnaie ou de jetons, ou tout appareil dont le fonctionnement dépend de quelque manière de l’adresse ou du jugement de la personne qui le fait fonctionner; mais ce terme n’inclut pas les appareils dont l’usage ou la garde est prohibé par la loi parce qu’ils constituent des jeux de hasard ou pour toute autre raison.

Prix de la
licence.

Le prix de la licence exigée pour les distributeurs automatiques pourra être différent de celui exigé pour les jeux mécaniques.

Échelle
de taux.

Cette licence pourra aussi être perçue d’après une échelle à taux progressifs basés sur le prix, mais le prix de la licence ne pourra excéder \$50.00, quel que soit le nombre de mécanismes contenus dans un distributeur automatique ou un jeu mécanique.

Idem.

Cependant le prix de la licence ne pourra dans aucun cas excéder \$15.00 pour chaque distributeur automatique servant

It shall not be required however when articles of such nature are sold at auc- Excep-
tion by authority of justice or to settle an tions.
estate;”;

b. By replacing paragraph 193 thereof, as enacted by the act 4 George VI, chapter 74, section 27 replaced by the act 8 George VI, chapter 47, section 8, sub-paragraph (e), by the following:

“193. To regulate slot-machines and mechanical games, to determine where Slot-ma-
they may be placed and upon what condi- chines,
tions, or to impose a license. etc.

Such license may be collected from the owner of the machines, or from the tenant or occupant of the establishment where the said machines are located. Collec-
tion.

For the purposes of this paragraph, “Slot-ma-
the word “slot-machine” means any chine”;
mechanical device or mechanism what-
soever used exclusively, by means of
a coin or a counter, in the sale of any
merchandise having a generally recognized
merchantable value but does not include
public telephone stations.

The words “mechanical games” mean “Mechan-
any device, table, panel, phonograph or ical ga-
mechanism placed at the disposal of the mes”.
public for purposes of amusement and
operated by means of a coin or counter, or
any device the operation whereof is de-
pendent in some way upon the skill or
judgment of the person operating it; but
such expression does not include devices
whereof the use or keeping is prohibited
by law because they are games of chance
or for any other reason.

The cost of the license required for slot-machines may be different from that Cost of
required for mechanical games. license.

Such license may also be collected Scale of
according to a scale of graduated rates rates.
based on the price, but the price of the
license shall not exceed \$50.00 whatever
the number of mechanisms contained in
one slot-machine or mechanical game.

However, the price of the license shall Idem.
in no case exceed \$15.00 for each slot-
machine used solely for the sale of mer-

exclusivement à la vente d'une marchandise dont le prix est de \$0.10 ou moins.

Échelle de taux.

Si un distributeur contient plusieurs mécanismes utilisés pour la vente de marchandises différentes à des prix différents, la licence exigible sera basée sur le prix de la marchandise vendue au prix le plus élevé.

chandise of which the price is \$0.10 or less.

Should a slot-machine contain several mechanisms used for the sale of different merchandise at different prices, the license exigible shall be based on the highest price of the merchandise sold.

Scale of rates.

Idem.

Si un jeu mécanique contient plusieurs mécanismes, la licence exigible qui n'excédera pas \$50.00, pourra être fixée d'après une échelle à taux progressifs, suivant le nombre de mécanismes.

If a mechanical game contains several mechanisms, the license exigible, which shall not exceed \$50.00, may be fixed according to a scale of graduated rates, according to the number of mechanisms.

Idem.

Licence.

La cité est aussi autorisée à imposer une licence n'excédant pas \$15.00 pour toute machine fonctionnant au moyen de pièces de monnaie ou de jetons et utilisée dans un but de gain et de profit pour la vente de services."

The city is also authorized to impose a license not exceeding \$15.00 for any machine operated by means of a coin or counter and used for gain and profit purposes for the sale of services."

License.

1929, c. 95, a. 453, remp.

7. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en remplaçant l'article 453 par le suivant:

7. The act 19 George V, chapter 95, is amended by replacing section 453 by the following:

1929, c. 95, s. 453, replaced.

Acquisition d'immeubles.

"**453.** La cité est autorisée à acquérir à l'amiable ou par expropriation, tout immeuble dont elle a besoin pour des fins municipales.

"**453.** The city is authorized to acquire by mutual agreement or by expropriation any immovable it may require for municipal purposes.

Acquisition of immovables.

Expropriation.

Elle pourra aussi, par règlement, décréter l'expropriation des immeubles situés dans toute zone où les conditions d'hygiène ou l'état d'entretien des immeubles rendent nécessaires un réaménagement urbain."

It may also, by by-law, enact the expropriation of immovables located in any district where urban redevelopment is necessitated by the sanitary conditions or the state of maintenance of the immovables."

Expropriation.

1929, c. 95, a. 545a, remp.

8. L'article 545a de la loi 19 George V, chapitre 95, édicté par la loi 8 George VI, chapitre 47, article 14, est remplacé par le suivant:

8. Section 545a of the act 19 George V, chapter 95, enacted by the act 8 George VI, chapter 47, section 14, is replaced by the following:

1929, c. 95, s. 545a, replaced.

Contrats autorisés.

"**545a.** Au lieu de continuer elle-même l'administration d'un tel fonds de pension, la cité, après entente avec les membres du fonds de pension des employés de la cité mentionnés à l'article 545 et avec la recommandation du surintendant des assurances, peut contracter avec le gouvernement fédéral ou avec une ou des compagnies d'assurance-vie ou toutes autres compagnies ou institutions émettant des rentes viagères, pour assurer des pensions de retraite à ces employés.

"**545a.** The city, instead of continuing to manage such pension fund itself, may, after agreement with the members of the city employees' pension fund mentioned in section 545 and with the recommendation of the Superintendent of Insurance, contract with the Federal Government or with one or more life insurance companies or any other companies or institutions which issue life-rents, to assure retirement pensions for such employees.

Contracts authorized.

Abandon du système de pensions.

Après l'entrée en vigueur d'un tel contrat, le cité ne peut abandonner le système

After the coming into force of any such contract, the city may abandon the pen-

Abandonment of pension system.

de pensions prévu par le présent article qu'après nouvelle entente avec ces employés et l'autorisation de la Législature.

Retraite
des constables ou
pompiers.

Tout membre de la force constabulaire ou de la brigade du feu aura le privilège de prendre sa retraite après avoir atteint l'âge de soixante ans mais avant l'âge normal de sa retraite, sa pension étant réduite en conséquence.

Remise
des contributions.

Lorsqu'un employé de l'un ou l'autre de ces services abandonne ses fonctions avant l'âge de la retraite, les contributions versées par la cité au fonds de pension de ces employés après le premier mai 1960 seront remises à chacun d'après le tableau suivant :

Années de services continus avec la cité à la date de la cessation d'emploi	Pourcentage réclamable des contributions de la cité pour services postérieurs au 1er mai 1960
11 ans mais moins de 12 ans	10%
12 " " " " 13 "	20%
13 " " " " 14 "	30%
14 " " " " 15 "	40%
15 " " " " 16 "	50%
16 " " " " 17 "	60%
17 " " " " 18 "	70%
18 " " " " 19 "	80%
19 " " " " 20 "	90%
20 " et plus	100%."

1929,
c. 95,
a. 608a,
aj.

9. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant après l'article 608 le suivant :

Amende.

"608a. Sauf dans les cas déjà spécialement prévus, chaque fois qu'une personne sera poursuivie devant la Cour municipale pour quelque infraction aux dispositions de la présente charte elle sera passible, sur conviction devant ladite cour, d'une amende n'excédant pas cent dollars avec ou sans frais, et à défaut de paiement d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois."

Disposi-
tions non
applica-
bles.

10. Les propriétaires des redivisions et subdivisions 925, 926, 893, 882-1, 885-1, 886-1, 886-2, 888-1 et des parties non subdivisées des subdivisions 882, 886, et 888 du lot originaire numéro 4 du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-

sion system contemplated by this section but only after a new agreement with such employees and the authorization of the Legislature.

Every member of the police force or of the fire brigade shall be entitled to retire after reaching the age of sixty years but before the normal age of his retirement, his pension being reduced accordingly.

Retire-
ment of
police-
men, fire-
men.

Whenever an employee of either of these services shall cease to carry out his duties before the retirement age, the contributions paid by the city into the pension fund of such employees after May first, 1960, shall be remitted to him according to the following table:

Remission
of contri-
butions.

Years of continued service with the city at the date of the termination of employment	Exigible percentage of the contributions of the city for services after May 1st 1960
11 years but less than 12 years	10%
12 " " " " 13 "	20%
13 " " " " 14 "	30%
14 " " " " 15 "	40%
15 " " " " 16 "	50%
16 " " " " 17 "	60%
17 " " " " 18 "	70%
18 " " " " 19 "	80%
19 " " " " 20 "	90%
20 " and over	100%."

9. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding thereto after section 608, the following section:

1929,
c. 95,
s. 608a,
added.

"608a. Save in cases already specially provided for, whenever any person is prosecuted before the Municipal Court for an offence against the provisions of this charter, he shall be liable upon conviction before the said court to a fine not exceeding one hundred dollars with or without costs, and failing payment to imprisonment for not more than three months."

Fine.

10. The owners of redivisions and subdivisions 925, 926, 893, 882-1, 885-1, 886-1, 886-2, 888-1 and of the unsubdivided parts of subdivisions 882, 886 and 888 of original lot number 4 of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-des-

Provisions
not to
apply.

des-Anges ainsi que des parties non subdivisées dudit lot originaire numéro 4 situées à l'est des subdivisions 918 et 919 dudit lot ne seront pas assujetties aux prescriptions de l'article 417 de la loi 19 George V, chapitre 95 et ses amendements.

Anges as well as of the unsubdivided parts of the said original lot number 4 situated to the east of subdivisions 918 and 919 of the said lot shall not be subject to the provisions of section 417 of the act 19 George V, chapter 95 and its amendments.

Échange
validé.

11. Il a toujours été loisible à la cité de céder, vendre ou échanger, de gré à gré, et sans l'autorisation de la Commission municipale de Québec, à la Communauté des Religieuses de l'Hôpital Général de Québec, maintenant connue sous le nom de Hôpital Général de Québec, la subdivision numéro 882 et la partie de la subdivision numéro 888 du lot originaire numéro 4 du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-Anges qu'elle a cédées en échange à ladite Communauté des Religieuses de l'Hôpital Général de Québec par acte devant Me Paul LaRue, notaire, le 11 mars 1960, sous le numéro 1,137 de ses minutes, enregistré à Québec le 15 mars 1960 sous le numéro 470,331, nonobstant le fait que lesdits immeubles apparaissent au plan cadastral comme étant des rues.

11. The city has always had the right to cede, sell or exchange, by agreement and without the authorization of the Quebec Municipal Commission, to the Communauté des Religieuses de l'Hôpital Général de Québec, now known as the Hôpital Général de Québec, subdivision number 882 and part of subdivision number 888 of original lot number 4 of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-des-Anges which it ceded in exchange to the said Communauté des Religieuses de l'Hôpital Général de Québec, by deed before Paul Larue, notary, on the 11th of March 1960, under number 1,137 of his minutes, registered at Quebec on the 15th of March 1960 under number 470,331, notwithstanding that the said immovables are shown as streets on the said cadastral plan.

Garantie
autorisée.

12. La cité est autorisée à garantir, jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas cinquante mille dollars, les dépenses à encourir pour la réalisation d'un spectacle lumineux et sonore connu sous le nom de "son et lumière" et qui sera évocateur de l'histoire de la ville de Québec ou qui se rapportera à des événements, manifestations ou fêtes qui lui sont propres et qui sont d'un intérêt public.

12. The city is authorized to guarantee, up to a sum not exceeding fifty thousand dollars, the expenditures to be incurred for the production of a display with light and sound effects known as *son et lumière*, which would be evocative of the history of the city of Quebec or refer to events, demonstrations or celebrations peculiar to it and which are of public interest.

Modifica-
tion de
site de
rue.

13. La cité est autorisée à modifier le site de la rue Kirouac de façon à fixer à quarante-cinq pieds la largeur de cette rue entre les rues Dieppe et Verdun, et à disposer de gré à gré de la lisière de terrain qui ne fera plus partie du domaine public de la cité.

13. The city is authorized to alter the site of Kirouac street in order to fix the width of that street at forty-five feet, between Dieppe and Verdun streets, and to dispose by agreement of the strip of land which will no longer form part of the public property of the city.

Taux des
guides
histori-
ques.

14. Nonobstant l'article 10 de la loi 14-15 George VI, chapitre 70, et l'article 14 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 50, la cité est autorisée à fixer, par règlement, les taux que les guides historiques pourront exiger pour leurs services.

14. Notwithstanding section 10 of the act 14-15 George VI, chapter 70, and section 14 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 50, the city is authorized to fix, by by-law, the rates which historical guides may exact for their services.

Commission de stationnement public.

15. 1. La cité est autorisée à créer, par règlement, une Commission de stationnement public constituée comme suit:

- a) Le maire de la cité,
- b) Trois échevins nommés par le conseil,
- c) Trois personnes nommées par le conseil comme suit:

La première, sur recommandation du Conseil d'administration de la Chambre de Commerce de Québec;

La deuxième, sur recommandation du conseil d'administration de l'Association des marchands détaillants du district de Québec, Inc.;

La troisième, sur recommandation du Conseil d'administration de l'Association des manufacturiers canadiens, section de la cité de Québec.

Président. Les commissaires se choisiront un président parmi eux et, en cas d'égalité de votes il aura un vote prépondérant.

Durée du mandat. 2. Le mandat des membres de cette commission sera de la même durée que celle des échevins de la cité, et ils resteront en fonction jusqu'à la nomination de leurs successeurs, laquelle devra se faire selon la procédure ci-dessus décrite.

Nouvelle nomination. 3. A l'expiration de son mandat, le membre de la commission peut, s'il est admissible, être nommé à nouveau.

Remplacement. 4. Si, de l'avis de la commission, un commissaire ne peut remplir ses fonctions, le conseil, sur demande de la commission, pourra le remplacer après avoir obtenu, pour le nouveau commissaire, la recommandation de l'organisme qui avait suggéré la personne qu'il s'agit de remplacer.

Règlements. 5. La commission pourra adopter les règlements qu'elle jugera nécessaires pour

- a) la convocation et la tenue de ses assemblées;
- b) le choix de ses officiers;
- c) la constitution d'un quorum;
- d) la décision des questions qui lui seront soumises;
- e) la gestion de ses affaires en général.

Pouvoirs de la commission.

6. Une fois créée, la commission pourra

- a) nommer un administrateur et tout autre employé dont elle aura besoin;
- b) faire au conseil les recommandations qu'elle jugera nécessaires quant à la régle-

15. 1. The city is authorized to establish, by by-law, a Public Parking Commission constituted as follows:

- a. The mayor of the city,
- b. Three aldermen appointed by the council,
- c. Three persons appointed by the council, as follows:

The first, on the recommendation of the board of directors of the Quebec Board of Trade;

The second, on the recommendation of the board of directors of the Retail Merchants Association of the District of Québec, Inc.;

The third, on the recommendation of the board of directors of The Canadian Manufacturers' Association, Quebec city branch.

The commissioners shall choose a chairman from among themselves and he shall have a casting-vote in the case of a tie.

2. The term of office of the members of such commission shall be of the same duration as that of the aldermen of the city, and they shall remain in office until the appointment of their successors, which appointment shall be made according to the procedure above described.

3. At the expiration of his mandate a member of the commission, if he is eligible, may be reappointed.

4. If, in the opinion of the commission, a commissioner is unable to carry out his duties, the Council, when so requested by the commission, may replace him after having obtained for the new commissioner the recommendation of the organization which proposed the person who is to be replaced.

5. The commission may make such regulations as it may deem necessary for

- a. the calling and holding of its meetings;
- b. the choice of its officers;
- c. the constitution of a quorum;
- d. the decision of questions submitted to it;
- e. the management of its affairs in general.

6. When created, the commission may

- a. appoint a director and any other employee it may require;
- b. make to the Council such recommendations as it deems necessary respect-

Public Parking Commission.

Chairman.

Term of office.

Reappointment.

Replacement.

Regulations.

Powers of commission.

mentation, limitation ou prohibition du stationnement dans les rues ou places publiques de la cité;

c) aménager, administrer et exploiter des immeubles pour fins de stationnement public dans les limites de la cité;

d) conclure des ententes avec une ou des entreprises privées ou publiques pour aménager, administrer et exploiter des endroits de stationnement public;

e) avec l'approbation préalable du conseil municipal, contracter des emprunts à courte échéance, pour un montant n'excédant pas quatre-vingt pour cent du revenu annuel de la commission et lesdits emprunts devront être remboursés avec le produit de la perception dudit revenu;

f) déterminer, dans les immeubles sous le contrôle de la commission, les taux de stationnement ou de location d'espaces à l'heure, à la journée, à la semaine, au mois ou à l'année.

Emploi
des re-
venus.

7. Les revenus perçus par la commission serviront à payer les dépenses d'administration de la commission et aussi les intérêts et le capital des emprunts bancaires contractés par la commission et ceux contractés par la cité pour les fins de la commission.

Idem.

Le solde, s'il en est, sera utilisé pour améliorer les conditions du stationnement dans la cité.

Pouvoirs
de la cité.

8. Pour les fins du présent article la cité est autorisée

a) à voter et mettre à la disposition de la commission, pour l'accomplissement de ses devoirs, à même les crédits autorisés par l'article 3 de la loi 12 George VI, chapitre 51, les sommes d'argent restées disponibles ou non encore utilisées;

b) à voter annuellement à la commission la subvention que le conseil jugera nécessaire pour équilibrer le budget annuel de la commission;

c) subordonnement à l'autorisation préalable de la Commission municipale de Québec, à emprunter une somme n'excédant pas trois cent mille dollars pour établir des endroits de stationnement ou pour mettre à la disposition de la commission pour l'accomplissement de ses devoirs;

d) à déléguer à la commission, aux conditions que le conseil déterminera, ses pouvoirs ou certains de ses pouvoirs, en ce qui concerne l'administration et l'exploita-

ing the regulation, restriction or prohibition of parking in the streets and public places of the city;

c. equip, manage and operate immovables for public parking purposes within the limits of the city;

d. enter into agreements with one or more private or public undertakings to equip, manage and operate public parking grounds;

e. with the previous approval of the municipal council, raise short-term loans, for an amount not exceeding eighty per cent of the annual revenue of the commission and the said loans must be repaid out of the said revenue;

f. fix the rates for parking or leased space by the hour, day, week, month or year, in the immovables under its control.

7. The revenue collected by the commission shall be used to pay the administrative expenses of the commission and also the interest and capital of the bank loans contracted by the commission and those contracted by the city for the purposes of the commission.

Use of
revenue.

The balance, if any, shall be used to improve parking conditions in the city.

Idem.

8. For the purposes of this section, the city is authorized

Powers of
the city.

a. to vote and place at the disposal of the commission, for the carrying out of its duties, out of the credits authorized by section 3 of the act 12 George VI, chapter 51, such sums of money as are still available or have not yet been used;

b. to vote annually, for the commission, such subsidy as the Council shall deem necessary to balance the yearly budget of the commission;

c. subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission, to borrow a sum not exceeding three hundred thousand dollars to establish parking grounds or to place at the disposal of the commission for the carrying out of its duties;

d. to delegate to the commission, on such conditions as the council shall fix, all or some of its powers respecting the management and operation of the parking

tion des immeubles de stationnement que la cité possède déjà et ceux qu'elle pourra acquérir à cette fin, de même que ses pouvoirs ou certains de ses pouvoirs en ce qui concerne l'aménagement et la construction d'immeubles de stationnement dans les limites de la cité;

e) à louer ou à vendre de gré à gré, par résolution du conseil de la cité, sur recommandation de la Commission publique de stationnement, les immeubles appartenant à la cité de même que ceux qu'elle acquiert en vertu des pouvoirs de sa charte pour l'établissement de terrains ou édifices de stationnement, aux personnes, sociétés ou corporations qui s'engagent à les utiliser à ces fins. Toutes les conditions se rapportant à l'établissement et à l'exploitation des immeubles ainsi loués ou vendus, de même que le prix que le locataire ou l'acheteur aura le droit de charger aux automobilistes pour le stationnement, peuvent être déterminés par le bail ou l'acte de vente.

Budget. 9. Le ou avant le 1er janvier de chaque année, la commission devra soumettre son budget pour l'exercice financier suivant.

Rapport. Au cours du mois de mai de chaque année, elle devra transmettre au conseil et à chacune des associations mentionnées au paragraphe 1, un rapport de ses activités et un état financier certifié par le vérificateur de la cité.

1927, c. 77, a. 14, remp. Exemption de taxes. **16.** L'article 14 de la loi 17 George V, chapitre 77, est remplacé par le suivant:

"**14.** La cité est autorisée à accorder une exemption de taxes sur les parties utilisées pour fins d'éducation ou de charité des propriétés des Conseils 2721, 446 et 4494, des Chevaliers de Colomb, connues et désignées respectivement sous les noms de "L'Édifce Laval Limitée", "Conseil Québec" et "Conseil Limoilou".

Entrée en vigueur. **17.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

immoveables which the city already owns and those which it may acquire for such purpose, as well as all or some of its powers respecting the organization and construction of parking immoveables in the city;

e. to lease or sell by agreement, by resolution of the city council, on the recommendation of the Public Parking Commission, the immoveables belonging to the city as well as those which it may acquire under its charter powers for the establishment of parking grounds or buildings, to persons, firms or corporations agreeing to use them for such purposes. All conditions respecting the establishment and operation of immoveables so leased or sold, as well as the price which the lessee or purchaser shall have the right to charge motorists for parking, may be fixed by the lease or deed of sale.

Budget. 9. On or before the 1st of January of each year, the commission shall submit its budget for the following fiscal year.

Report. During the month of May of each year, it shall deliver to the Council and to each of the associations mentioned in subsection 1, a report of its activities and a financial statement certified by the city auditor.

1927, c. 77, s. 14, replaced. Exemption from taxes. **16.** Section 14 of the act 17 George V, chapter 77, is replaced by the following:

"**14.** The city is authorized to grant an exemption from taxes on the portions used for educational or charitable purposes of the properties of councils 2721, 446 and 4494 of the Knights of Columbus, known and designated respectively as "L'Édifce Laval Limitée", "Conseil Québec" and "Conseil Limoilou".

Coming into force. **17.** This act shall come into force on the day of its sanction.